

RWANDA : LE LIVRE DEFINITIF, ENFIN !

<https://prochetmoyen-orient.ch/>

A Jean-Claude Lafourcade, Jacques Hogard, Marin Gillier et tous les autres.

En France, on peut difficilement parler de certains sujets sans encourir les foudres des chiens de garde de la bien-pensance et de l'idéologie dominante. Les dossiers sensibles sont connus : conflit israélo-palestinien, guerre civilo-globale de Syrie, et génocides rwandais. Déjà, oser parler de « génocides » au pluriel est prendre un sérieux risque, tant les gardiens du temple ont érigé le « singulier » en totem hiératique de leur religion : du 7 avril 1994 au 17 juillet 1994, les « méchants » Hutu ont massacré les « gentils » Tutsi. En définitive, la morale, c'est toujours assez simple !

Partant de là : circulez, il n'y a plus rien à comprendre puisqu'il s'agit maintenant de sentir, de croire et de célébrer le dictateur rwandais Paul Kagamé comme un bienfaiteur de l'humanité. La boucle est bouclée !

Dans les tours de passe-passe successifs, qui ont érigé la tragédie rwandaise en véritable imposture historique, l'opération *Turquoise* de l'armée française occupe une attention toute particulière, tant celle-ci a été l'objet de fantasmes, de désinformations et de propagandes mensongères.

Le 22 juin 1994, le Conseil de sécurité des Nations unies mandate – par la résolution 929 – le déploiement d'une force multinationale, sous commandement français au Zaïre et au Rwanda afin de mettre en sécurité des milliers de réfugiés en danger. Or, depuis plus de vingt ans, journalistes, membres d'ONGs, chercheurs et, surtout le régime rwandais, accusent la France d'avoir participé à la préparation, sinon à l'exécution du génocide. Comment une telle fantasmagorie a-t-elle pu s'imposer comme une vérité indiscutable, idéologiquement dominante ?

DIX ANNEES DE RECHERCHE

Pour répondre à cette question, le livre de Charles Onana¹ met en oeuvre le résultat de plus de dix années de recherche dans les archives du Conseil de sécurité, de l'Élysée, des ministères français de la Défense et des Affaires étrangères, de l'administration américaine et du Tribunal pénal international pour le Rwanda, ainsi que de nombreux témoignages de première main. Son livre déconstruit méthodiquement l'une des plus grandes impostures idéologiques de notre histoire contemporaine. Il démontre ainsi que les dirigeants actuels du Rwanda, ont, pendant plus de deux mois, empêché l'intervention de l'ONU, encourageant sciemment les massacres plutôt que l'arrêt des hostilités, afin de conquérir un pouvoir sans partage, avant de partir à la conquête des régions les plus riches du grand pays voisin : le Zaïre, avec l'aide de l'Ouganda, des Etats-Unis, de la Grande Bretagne et, dans une moindre mesure, de la Belgique.

Né le 18 février 1964, Charles Onana n'est pas un perdreau de l'année. Docteur en sciences politiques, ce chercheur franco-camerounais s'est fait connaître par ses nombreuses enquêtes – effectuées dans la filiation de notre ami Pierre Péan (disparu l'été dernier) – sur l'Afrique des Grands Lacs, la Palestine de d'autres conflits armés. Son travail pionnier sur l'histoire des tirailleurs africains de l'armée française pendant la Seconde guerre mondiale a fait date.

Il a dirigé l'Organisation panafricaine des journalistes indépendants, au sein de laquelle il a mené une enquête sur l'assassinat du journaliste burkinabé Norbert Zongo. On lui doit déjà une vingtaine d'ouvrages parmi lesquels : *Ces tueurs tutsi au cœur de la tragédie congolaise* (préface de Cynthia McKinney) – Duboiris – 2009 ; *Al-Bashir & Darfour : la contre-enquête* – Duboiris – 2010 ; *Côte d'Ivoire : le coup d'État* – Duboiris – 2011 (préface de Thabo Mbeki) ; *Europe, Crimes et Censure au Congo* – Duboiris – 2012 ; *La France dans la terreur rwandaise* – Duboiris – 2014 ; et, *Palestine, le malaise français* – Duboiris – 2015.

Préfacée par le colonel Luc Marchal – ancien commandant des Casques bleus de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (secteur Kigali) -, ce premier ouvrage scientifique consacré à la Mission *Turquoise*, commence par présenter ses sources et sa méthodologie. Après un rappel du contexte historico-politique, Charles Onana explique comment l'attentat du 6 avril 1994 – contre l'avion transportant les deux présidents du Rwanda et du Burundi (Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira) – a déclenché la terrible machinerie : « les massacres de civils ont effectivement commencé dans la capitale le 7 avril 1994 après l'annonce de l'assassinat du chef de l'Etat rwandais. Ils vont, par la suite, s'étendre à tout le pays à l'initiative de tous les groupes armés et contre l'ensemble des populations rwandaises. Mais le mode de désignation des victimes ne se fera jamais sur des fondements d'une enquête minutieuse et approfondie, mais plutôt à la hâte, dans la précipitation et l'affect du moment ».

LA CONQUÊTE DU POUVOIR

Au moment des massacres, beaucoup de journalistes rapportent que la Garde présidentielle et des éléments des FAR (Forces armées rwandaises) commettent des atrocités contre des Tutsi et des Hutu. Certains, peu nombreux, témoignent également des actes criminels commis par les rebelles de l'APR/FPR (Armée patriotique rwandaise/Front patriotique rwandais) à la même période. Parmi les rares journaux qui portent un regard attentif sur l'avancée du FPR, il y a le *Libération* du 19 mai 1994 (NDLR : cela ne va pas durer) qui évoque les « sanglantes représailles de la guérilla rwandaise », avant d'ajouter : « contrairement à ce qu'ils ont toujours promis, les soldats du FPR auraient, eux-aussi commencé à se livrer à des exactions contre les populations civiles qui n'ont pas réussi à fuir les combats ».

Charles Onana recentre aussitôt la question : « loin de la question purement ethnique qu'évoquent presque tous les journaux, c'est donc plutôt le « partage du pouvoir » prévu dans les accords d'Arusha ou son non-partage qui semble être au cœur du problème. En d'autres termes, le FPR est-il disposé à partager le pouvoir avec les Hutu du gouvernement intérimaire au moment où il se trouve en position de force sur le plan militaire ou préfère-t-il aller jusqu'au bout de sa domination ? ».

Le témoignage du représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au Rwanda va dans le même sens : « considérant que la victoire était à sa portée, le FPR s'est montré intraitable au cours des contacts informels avec les organisateurs de la réunion. Il a exigé la dissolution du gouvernement intérimaire et de la Garde présidentielle (...). Le représentant spécial de l'ONU, le secrétaire général de l'OUA et la communauté internationale ont été accusés de n'avoir rien fait pour arrêter les massacres et donc d'être de mèche avec le gouvernement intérimaire. Ces excès de langage ont précipité le départ d'Arusha de toutes les personnalités visées par le FPR, y compris les ambassadeurs occidentaux »².

L'attitude du FPR dans les massacres de civils en 1994 reste le grand tabou. Nul n'a le droit d'en parler, y compris les dissidents de ce mouvement. Si l'image du FPR est longtemps restée celle d'un « sympathique mouvement de libération nationale opposé à la dictature du président Habyarimana, ses positions et son comportement durant les massacres ont fini par révéler son côté machiavélique et criminel », précise Charles Onana.

Il reconstitue le plus rationnellement possible les contextes rwandais et français lors de la prise de décision du lancement de l'opération *Turquoise* : contexte de « cohabitation » politique sur le plan intérieur et d'hostilité à l'extérieur. Clairement, alors le premier ministre – Edouard Balladur – envisage les enjeux de cette intervention du point de vue de la politique intérieure, François Mitterrand, lui, s'inscrit dans une perspective de politique internationale et de géopolitique.

L'auteur de ces lignes se souvient avoir couvert le sommet de l'OUA (à l'époque l'Union africaine s'appelait encore « Organisation » de l'Union Africaine) à Tunis du 13 au 15 juin 1994. La délégation française ne bruissait que de la grande affaire du sommet : Nelson Mandela lui-même n'avait cessé d'implorer François Mitterrand de faire quelque chose pour tenter d'endiguer les massacres qui continuaient à ensanglanter la progression des réfugiés rwandais vers le Zaïre. L'ancien plus vieux prisonnier du monde – qui est président de l'Afrique du Sud depuis un mois – estime, à juste titre que mettre sur pied une opération extérieure de l'ONU prendra des mois et que seule la France – et ses forces pré-positionnées en Afrique – peuvent intervenir.

DU « GENOCIDE » A LA MISE EN ACCUSATION DE TURQUOISE

L'appellation « génocide » ne s'est pas imposée spontanément, puisque ni les Nations unies, ni l'OUA, ni La Croix rouge internationale (CICR), n'employaient ce qualificatif. Son usage, initié avec l'aide et le soutien de la délégation permanente de la République Tchèque et des Etats-Unis, rencontra de nombreuses réticences à l'ONU. C'est alors que les contacts de proximité entretenus par Colin Keating – ambassadeur de Nouvelle Zélande et président du Conseil de sécurité – avec le FPR, ont fait du premier, le relai officieux du second au sein des Nations unies et de ses agences techniques.

La secrétaire d'Etat Madeleine Albright fera le reste et les Etats-Unis valident, sans la moindre réserve, et très officiellement la demande pressante du FPR de retenir le terme « génocide » et de qualifier comme tel les massacres du Rwanda. Ce qualificatif est donc retenu sans examen ni enquête préalable. Sa validation ne sera jamais soumise à l'avis des magistrats professionnels, ni à la consultation d'une quelconque juridiction internationale.

Charles Onana : « le ministre français de la Coopération Bernard Debré dira non sans un certain courage : deux génocides ont été commis, et la première puissance du monde voudrait qu'il n'y en eût qu'un, parce que tel est son intérêt ». Ainsi était assuré le fondement conceptuel-émotionnel d'une reconstruction idéologique « des » génocides rwandais et des attaques qui allaient suivre. Les premières accusations lancées contre l'opération *Turquoise* ne sont pas à l'initiative des journalistes ou des médias français. C'est la presse américaine, qui la première, prend position et lance le bal ! Dès le mois d'avril 1994, peu de temps après l'attaque contre l'avion du président Habyarimana, plusieurs quotidiens américains mettent ouvertement la France en cause. C'est notamment l'*International Herald Tribune*, diffusé dans près de 180 pays à travers le monde, qui publie le 14 avril un article à charge du « journaliste » Frank Smyth, intitulé « *French money is behind the overarming of Rwanda* » (L'argent français est derrière le surarmement du Rwanda).

Partant de là, les perroquets de la presse parisienne – en état permanent d'admiration transie et d'une dépendance intellectuelle quasi-coloniale vis-à-vis de la presse américaine – prendront le relais d'un dossier savamment monté par l'ONG américaine *Human Rights Watch*, relayé en Belgique et en France par une très étrange officine nommée « Survie » ; littéralement obsédée par la « Françafrique », partant du principe que, ni les Etats-Unis, ni le Royaume Uni, ni Israël ne savent où se trouve l'Afrique et que seule, la France éternelle reste présente sur le Grand continent, cette « association » ne va cesser d'incriminer les autorités françaises et l'opération *Turquoise*.

Dans cette filiation « journalistique » vont fleurir nombre d'« idiots utiles », de procureurs auto-proclamés, sinon de névrosés obsessionnels, qui vont colporter l'imposture et en vire...

Charles Onana : « en évoquant régulièrement et uniquement le soutien, au demeurant réel, de la France au régime rwandais « avant » les massacres (jusqu'en 1993) et en ne mettant en lumière que l'action des troupes gouvernementales rwandaises dès le début et tout au long de la guerre civile internationale, sans décrire parallèlement celle des rebelles, ni mentionner l'origine de leurs armements et de leurs soutiens, la presse française dans sa quasi-totalité a pris le parti d'écarter une part essentielle de la réalité et de présenter les faits de façon partielle ou incomplète. Le traitement de l'information semble donc, dès le départ, à la fois déséquilibré et tronqué. Cette asymétrie va nécessairement affecter l'intelligibilité du conflit et avoir des conséquences sur l'image de tous les acteurs de ce conflit ».

LA PEUR A CHANGE DE CAMP

Les plus violentes attaques contre l'opération *Turquoise* partent du quotidien *L'Humanité*, relayées par *le Figaro* qui pilonne – depuis le début –, la cohabitation Mitterrand/Balladur. Dans ce contexte, *Libération* et *L'Express* rejoindront définitivement la catégorie des torchons, tandis que *Le Monde* – renouant avec un anti-militarisme soixante-huitard pourtant passé de mode – se spécialisera dans un dénigrement systématique des armées françaises. Dans certains cas, ce sont des officiers de l'opération *Turquoise* – eux-mêmes – qui étaient copieusement trainés dans la boue et personnellement calomniés, comme s'il s'agissait d'établir une prétendue continuité avec la Guerre d'Algérie, afin de perpétuer mauvaise conscience et haine tenace envers une France restée « coloniale » par essence. Alors qu'il était rédacteur en chef à RFI (Radio France Internationale), l'auteur de ces lignes a pu se rendre compte de la puissance de cette machinerie idéologique : les commissaires politiques de l'association « Survie » appelaient directement des membres du « Service Afrique » de la rédaction, dont certains restaient en liaison permanente avec... l'ambassade d'Israël à Paris.

En effet, l'autre grand trait de la mythologie « du » génocide rwandais, consistait à le comparer – *stricto sensu* – avec l'holocauste de la Seconde guerre mondiale. Même si – en sciences historiques – comparaison rime rarement avec raison, on a vu soudainement ressurgir tous les porteurs d'eau de la cause israélienne, lançant même des procès en diffamation à l'encontre des esprits libres qui ne se contentaient pas de la doxa dominante... Il ne faut pas l'oublier aussi : dans ce contexte d'un terrorisme intellectuel effrayant, inviter l'enquêteur Pierre Péan était devenu un motif de licenciement !

Justement, c'est à des personnalités de cette envergure – et l'auteur du livre dont nous parlons en fait partie –, que nous devons un rétablissement progressif de la vérité, notamment concernant l'opération *Turquoise*. A l'époque, l'auteur de ces lignes – reporter à la Télévision suisse romande (TSR) – s'est rendu, à plusieurs reprises, sur le terrain de cette opération *Turquoise* si décriée, rapportant – de manière vécue – comment les soldats français s'étaient mis au service des réfugiés pour apporter soins, eau et nourritures ; comment – à Goa – ils avaient enterré les morts victimes du choléra pour endiguer l'épidémie ; comment ils sauvèrent des milliers de réfugiés promis à une mort certaine.

En rendant hommage à ces soldats – très jeunes pour la plupart, et qui étaient, alors le visage de la France –, je ne pouvais que me remémorer l'instance de Nelson Mandela auprès de François Mitterrand pour « faire quelque chose ! ».

Oui, le livre de Charles Onana est « définitif », parce qu'à la lumière de multiples sources et témoignage indiscutables, non seulement il remet la vérité historique à l'endroit (sans fermer le champ de la recherche), mais surtout il fait changer de camp la peur et l'indignité. Ce livre amène une conclusion imparable : du plus simple soldat, jusqu'à ses plus hauts responsables militaires et politiques, l'opération *Turquoise* a sauvé – oui, sauvé ! – des milliers de vie. Du plus simple soldat, jusqu'à ses plus hauts responsables, cette opération extérieure des armées françaises, mérite tout notre respect et notre admiration.

UNE QUESTION D'HONNEUR

Et si la peur a pu ainsi changer de camp et faire – qu’aujourd’hui – on puisse enfin rendre un hommage – ô combien mérité -, à tous hommes et femmes de l’opération *Turquoise*, c’est aussi parce que son commandant – le général Jean-Claude Lafourcade – s’est inlassablement battu pour défendre l’honneur de la mission accomplie.

Lorsqu’il est nommé à la tête de l’opération en juin 1994, il est général de brigade, adjoint à la 11ème division parachutiste de Toulouse. Nommé Commandeur de la Légion d’honneur en 2000, il sera successivement sous-chef d’état-major « opérations » de l’armée de terre, commandant supérieur des forces armées de Nouvelle-Calédonie, puis Commandant de la Force d’action terrestre (CFAT) à Lille. Général de corps d’armée (4 étoiles), il est admis en deuxième section en 2003.

Comment un homme qui aurait démérité aurait-il pu faire une telle carrière ? Mais Jean-Claude Lafourcade va aussi présider l’*Association France-Turquoise*, qui luttera pied à pied contre toutes les calomnies qui tenteront vainement de salir l’action de notre pays au Rwanda. Passé sous silence par la presse parisienne, son livre – *Opération Turquoise-Rwanda 1994* – écrit avec le journaliste Guillaume Riffaud, a déblayé la route. En janvier 2016, le général Lafourcade a été entendu comme témoin assisté dans le cadre d’une information judiciaire pour « complicité de génocide et de crimes contre l’humanité » visant des militaires français. Ces procédures ont toutes tourné court, ne l’empêchant pas de poursuivre ce combat si nécessaire pour rétablir l’« honneur » dans une époque qui en manque tant !

D’autres hommes d’honneur sont – ici – à la tâche : l’amiral Marin Gillier, dont la carrière a été marquée par un engagement dans les forces spéciales, en particulier chez les nageurs de combat. L’apprentissage de l’arabe l’a conduit à mener des activités de contre-terrorisme et de lutte contre le radicalisme islamiste. Des fonctions de directeur au Quai d’Orsay l’ont amené à poursuivre des actions de fond pour le renforcement de l’Etat de droit dans différents formats nationaux et multilatéraux. Ayant quitté l’uniforme, il a pris quelques engagements au service des personnes : l’association Nazaréens au Cœur (NauC) qui accueille des familles ayant fui l’Irak et la Syrie à l’arrivée de *Dae’ch* et – *La Nuit du Handicap* qui rassemble sur les places publiques, une fois par an, des passants, associations et institutions autour de personnes fragiles ou handicapées, afin de partager un moment de convivialité et de fraternité.

Sur cette ligne d’horizon de l’honneur retrouvé, un troisième mousquetaire fait référence parmi bien d’autres : le colonel Jacques Hogard, qui fut commandant du groupement de Légion Étrangère lors de l’*opération Turquoise*. En 2005, son témoignage sur sa participation à l’opération – *Les larmes de l’honneur, 60 jours dans la tourmente du Rwanda* – paraît aux éditions Hugo. Il soutient que le principal responsable de l’attentat du 6 avril 1994 au cours duquel sont morts les deux présidents rwandais et burundais, est bien Paul Kagamé. Il accuse la secrétaire d’Etat américaine Madeleine Albright d’avoir retardé l’envoi d’une force internationale pour mettre fin aux massacres. Le 13 mai 2009, avec un certain nombre d’autres anciens officiers de l’armée française ayant servi au Rwanda entre 1990 et 1994, il est distingué par un décret du Président de la République et promu au grade d’officier de la Légion d’honneur. On lui doit aussi d’autres livres de vérité, dont : *L’Europe est morte à Pristina – Guerre au Kosovo (printemps-été 1999)* – Editions Hugo et Compagnie, 2014.

C’est en cette si bonne compagnie que Charles Onana conclut son livre : « jusqu’à ce jour, les dirigeants politiques français, presque apathiques et résignés, sont toujours peu enclins à défendre courageusement et efficacement leurs soldats et en particulier ceux de l’opération *Turquoise* face aux accusations ignominieuses et diffamatoires dont ils n’ont cessé de faire l’objet. Une situation qui reste totalement impensable et inimaginable aux Etats-Unis, s’agissant des soldats américains ».

Le livre de Charles Onana, mais aussi les autres ouvrages cités feront des cadeaux de Noël intelligents.

Bon avant-fêtes donc, bonne lecture et à la semaine prochaine.

Richard Labévière

16 décembre 2019

¹ Charles Onana : *Rwanda, la vérité sur l'Opération Turquoise – Quand les archives parlent*. Editions L'Artilleur, octobre 2019.

² BOOH BOOH, J.H., *Le Patron de Dallaire parle*. Editions Duboiris, janvier 2005.